

L'ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE-NORD EN FIN D'ANNÉE

LES 18 ET 19 DÉCEMBRE, il s'est tenu à Bruxelles une réunion conjointe, d'une importance capitale, du Comité de défense et du Conseil de l'Atlantique-Nord. Trois grandes décisions y ont été prises: formation d'une force intégrée pour l'Europe occidentale et désignation du général Eisenhower au poste de commandant suprême; accord sur la façon dont l'Allemagne occidentale participerait éventuellement à cette force intégrée; remplacement de la Commission de production et d'approvisionnement militaire de l'Organisation. Ces décisions sont les plus récentes que les pays de l'Atlantique nord aient prises en vue de mettre sur pied des forces collectives assez puissantes pour prévenir toute agression.

La désignation du général Eisenhower marque l'aboutissement d'une série de décisions militaires importantes. A sa réunion de Londres, en mai 1950, le Conseil avait décidé en principe que les forces des pays de l'Atlantique-Nord seraient constituées et développées de façon à former un tout équilibré plutôt que des armées nationales complètes en elles-mêmes. Ce n'est qu'ainsi qu'il a paru possible aux pays de l'Atlantique-Nord de se doter des armements nécessaires à leur sécurité sans compromettre gravement le niveau de vie de leurs populations et semer des germes de mécontentement derrière leurs lignes de défense. En septembre, à New-York, le Conseil a adopté le principe d'une force intégrée, sous un commandement unique, pour l'Europe occidentale. Fait plus important encore, les États-Unis ont offert de renforcer sensiblement leurs forces de l'Europe occidentale à la condition, entre autres, que les pays européens contribuent efficacement aux préparatifs de défense et que l'Allemagne de l'Ouest y participe. Cette offre comportait une adhésion implicite à la thèse de certains pays européens selon laquelle la première ligne de défense de l'Europe devait être, non pas sur le Rhin, mais sur les frontières orientales de l'Allemagne de l'Ouest.

Nomination importante

La nomination du général Eisenhower précède l'organisation de cadres au commandement unifié. On s'attend que le Commandant suprême établisse son quartier général en Europe au début de la nouvelle année. Il aura sous ses ordres un état-major fourni par les nations participantes. Cette nomination est d'une importance capitale au double point de vue psychologique et pratique. Les nations européennes y voient un gage de la volonté des États-Unis de participer à la défense de l'Europe et non pas seulement à sa libération. Du point de vue pratique, si l'agression se produit dans un avenir rapproché, il y aura tout intérêt à ce que le commandant en chef, à qui il incombera de diriger la résistance aux premiers assauts, ait pu mettre sur pied sa propre organisation, selon ses propres conceptions et qu'il ait dirigé lui-même l'instruction de forces qui devront être en mesure de se déployer selon un plan d'ensemble, si l'on veut que la défense collective soit une réalité. En raison de ses qualités personnelles, nul n'était mieux indiqué pour le commandement en chef que le général Eisenhower.

La décision de réarmer l'Allemagne de l'Ouest n'a été prise qu'avec beaucoup de répugnance et d'anxiété, surtout de la part de la France et de la Belgique, qui gardent mauvais souvenir du militarisme allemand. Mais il n'y avait pas d'autre parti à prendre étant donné la présence au delà du rideau de fer de vastes armées en formation, étant donné le réarmement de l'Allemagne orientale et d'autres satellites, la nécessité militaire de refuser aux Russes l'usage des ressources industrielles et humaines de l'Allemagne occidentale et le besoin pressant du concours des Allemands à cette fin. De plus, si l'Allemagne occidentale est comprise dans la